



POUR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

21 ter rue Voltaire, 75 011 Paris
Tél / fax : 01 43 56 36 48
colcadac@club-internet.fr

UN CONSTAT ACCABLANT !

▼ 2,3 millions d'enfants de moins de 3 ans ou le casse-tête de la garde des tous petits

La moitié des mères restent à la maison pour garder leur enfant. Seulement, 8 % des enfants sont accueillis en crèche.

On note une très grande disparité concernant le nombre de crèches d'une région à l'autre

500 000 enfants ont des modes de garde non identifiés : voisinage, solidarité familiale, travail au noir, enfants seuls (Conférence de la famille juin 2000).

Il manque en réalité environ 1 à 1,2 million de places en crèche.

▼ la double journée de travail pour les femmes une réalité persistante

80 % du travail domestique est effectué par les femmes

Le partage des tâches ? En 1998, les hommes y consacraient chaque jour 10 minutes de plus qu'en 1985 (INSEE 1998) : quel progrès en 13 ans ! Les mères consacrent à leurs enfants 2 fois plus de temps que les pères. L'heure de la sortie dans les écoles maternelles , c'est encore " l'heure des mamans " !

L'égalité, c'est la participation dans la responsabilité parentale et les tâches domestiques. La remise en cause individuelle des rapports hommes/femmes ne suffit pas : c'est une question de société, le gouvernement se doit d'agir.

Le libre choix proposé aux femmes par le gouvernement est une fiction !

▼ Les modes de garde individuels ont été privilégiés.

C'est la multiplication des aides individuelles, les prestations pour la garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale (APE), l'aide à la famille pour l'emploi d'assistantes maternelle. Aucune réponse collective répondant à un réel besoin social.

Fiscalité et aides différenciées accroissent les écarts entre les femmes des milieux aisés et celles des plus modestes. Grands discours de façade pour faire semblant de répondre aux préoccupations des parents, mais la réponse n'est pas à la hauteur !

▼ des engagements complètement insuffisants

1, 5 milliard débloqué = au mieux 40 000 places de crèches. Les dépenses de l'Etat pour les crèches : 12 milliards d'euros. Comparez avec le coût du 4ème sous-marin nucléaire français en construction : 90 milliards sans compter ses 14 missiles et son fonctionnement. Le coût de l'arme nucléaire en France est estimé à 1,52 million d'euros par heure !

En appelant à créer des crèches d'entreprises, l'Etat ne fait que contourner ses responsabilités devant la demande sociale et transforme son devoir de solidarité en activité lucrative offerte au secteur privé.

▼ menaces sur l'école maternelle

On parle peu dans les textes officiels (rapport Fillon, rapport de l'OCDE, rapport Thelot) de l'Ecole Maternelle, non reconnue comme une Ecole à part entière. Il y a de quoi s'inquiéter. Dans les différents pays européens, une telle Ecole Maternelle n'existe pas. Mettre la France sur le plus petit dénominateur commun européen est un véritable serpent de mer. Rendre obligatoire la scolarité des enfants à 5 ans et non plus à 6 ans tarabuste certains gouvernants. Cette proposition pourrait paraître progressiste mais que deviendraient alors les petites et la moyenne sections de la maternelle, sections dont l'intérêt n'est plus à démontrer surtout pour les enfants de milieu populaire.

Nos craintes sont appuyées sur un double constat alarmant : d'une part, proportionnellement, il y a actuellement plus de suppressions de classes en maternelle qu'en élémentaire et d'autre part, on note une diminution de la scolarisation des 2 ans.

▲ crèches et maternelles, une nécessité aussi pour l'emploi des femmes

80 % des pauvres sont des femmes et 54 % des chômeurs sont des femmes. 85 % du travail à temps partiel est effectué par des femmes. Les inégalités salariales hommes/femmes sont en moyenne de 27 %.

Dès les années 60, l'entrée des femmes sur le marché du travail a coïncidé avec l'augmentation du nombre d'enfants accueillis à l'Ecole maternelle.

Aujourd'hui, l'ouverture du droit à l'APE (allocation parentale d'éducation) à partir du 2ème enfant a fait régresser, pour la première fois et de façon importante, le taux d'activité des jeunes mères .

Nous exigeons un service public d'accueil de la petite enfance, de qualité, avec un personnel qualifié et mixte. C'est une urgence sociale !

**pour les besoins des jeunes enfants
pour un accueil des jeunes enfants de qualité,
permettant leur évolution psychologique et sociale,
pour une ouverture sur le monde et non un repliement sur la mère
et la maison**

**pour l'émancipation des femmes
pour leur travail et leur indépendance financière,
pour le partage des responsabilités parentales,
pour avoir du temps pour vivre, s'épanouir, pour s'investir dans la
vie culturelle, politique, associative**

oui, un véritable service public à l'image de l'actuelle école maternelle !

La création de l'Ecole maternelle a été le fruit d'une longue bataille depuis la fin du XIX ème siècle, cette Ecole maternelle dont on nous envie la qualité de par le monde. A nous d'oser nous mobiliser pour un grand service public national de la petite Enfance ! Nous revendiquons :

- ▲ en priorité, la construction de crèches collectives en nombre suffisant
- ▲ la gratuité pour que ce service public puisse être accessible à tous et à toutes,
- ▲ le regroupement de tous les modes de garde crèches collectives, haltes-garderies, assistantes maternelles pris en charge par le même service public.
- ▲ la création de postes dans le cadre de la Fonction Publique, avec un vrai statut, en nombre suffisant, avec une formation complète, avec une véritable mixité

pour des mesures financières à la hauteur des besoins sociaux !

- ▲ un véritable service public avec un budget conséquent, ce qui implique une autre répartition des richesses.
- ▲ un véritable service public national, de proximité identique aux écoles maternelles, indépendant de la richesse des communes, des départements et des régions : un même droit dans tous les quartiers, dans toutes les villes, dans toutes les régions !

La charge des enfants a, de tous temps, reposé sur les épaules des femmes. Aujourd'hui, le libéralisme, pour s'octroyer le maximum de profits, dérègle, remet en cause tous les acquis du mouvement social et du mouvement féministe. Les femmes servent de main d'oeuvre corvéable. Pour résister au libéralisme, pour avancer vers un autre monde possible, pour construire une société égalitaire, pour l'émancipation des femmes, il nous faut revendiquer haut et fort la création d'un véritable service public de la petite enfance.



PARCE QUE LES FEMMES ET LES TOUS PETITS LE VALENT BIEN !!!

COLLECTIF NATIONAL POUR LES DROITS DES FEMMES